

« Et vivre, c'est ne pas se résigner » (A. Camus)

Rencontre bilatérale FO/Premier ministre le 11 avril 2014

Ci-après, le compte rendu de la rencontre bilatérale entre une délégation FORCE OUVRIÈRE et le Premier Ministre qui s'est déroulée le 11 avril 2014.

« Le Premier Ministre était accompagné des ministres : Marilyse LEBRANCHU, Arnaud MONTEBOURG, et François REBSAMEN ainsi que des membres de leurs cabinets.

La délégation **FORCE OUVRIÈRE** était conduite par Jean-Claude MAILLY secrétaire général, accompagné de Stéphane LARDY et Pascal PAVAGEAU secrétaires confédéraux assistés de Cristelle GILLARD, assistante du secrétaire général.

FORCE OUVRIÈRE a d'abord rappelé son opposition au pacte de responsabilité même complété du terme solidarité, en exposant les raisons et en rappelant que la démarche s'inscrit pour FO dans une logique d'austérité.

La délégation **FORCE OUVRIÈRE** avait également l'intention d'obtenir des précisions et des réponses suite à la déclaration de politique générale du Premier Ministre mardi dernier.

À savoir, sur le pacte de responsabilité et de solidarité, mais aussi sur les 50 milliards d'économies, car pour **FORCE OUVRIÈRE** tout est lié. Le pacte de responsabilité va de pair avec le relevé de décisions et les 50 milliards de réductions des dépenses publiques et sociales. Peu de réponses et encore beaucoup d'imprécisions.

Quant au pacte de responsabilité et le « zéro charges » employeur au niveau du Smic, **FORCE OUVRIÈRE** a demandé s'il s'agissait de la cotisation AT/MP qui était visée soulignant que ce serait alors la première fois qu'un gouvernement supprimerait une telle cotisation et exonérerait les employeurs de leur responsabilité en matière de santé, sécurité et de prévention. Il nous a été répondu qu'il s'agissait bien, a priori, du socle de la cotisation AT/AP !! (quel socle ?).

Sur la baisse de la cotisation salariale au Smic, il nous a été répondu qu'il s'agissait de la cotisation vieillesse !

D'une manière générale, la question qui se pose est aussi celle de la **compensation de l'ensemble de ces allègements** et des **conséquences sur la Sécurité sociale.**

Aucune réponse précise en la matière. **FO** a rappelé la nécessité que le régime général soit financé majoritairement par la cotisation sociale, que les exonérations soient intégralement compensées et que nous nous opposerions à toute remise en cause de prestation.

Aucune réponse non plus sur les 50 milliards et les fameux 11 milliards.

FORCE OUVRIÈRE a rappelé sa position sur des aides aux entreprises ciblées et non pas d'ordre général, les seules permettant une conditionnalité et des impacts visibles et mesurables sur l'emploi.

FORCE OUVRIÈRE a rappelé son opposition aux exonérations de cotisation salariale et sa revendication pour une augmentation significative du Smic qui impliquerait également un dégel du point d'indice dans la fonction publique.

Par ailleurs, **FORCE OUVRIÈRE** a fait part du **mécontentement et de la grogne des fonctionnaires.**

Avec les annonces des économies à hauteur de 19 milliards dans la fonction budget d'État, les inquiétudes sont grandes sur le risque d'impacts majeurs sur les services publics des trois versants.

Sur les **missions de service public** et les **50 milliards d'économie**, **FORCE OUVRIÈRE** a rappelé la nécessité impérieuse d'un vrai débat qui était prévu sur le rôle et les missions de services publics dans le cadre du CGSP (Commissariat général à la stratégie et la prospective).

Le Premier Ministre a également fait allusion à la conférence sociale qui sera organisée cet été. **FORCE OUVRIÈRE** a bien précisé que s'il s'agit d'une conférence sociale portant sur le pacte de responsabilité/solidarité, la question se posera de notre présence.

Devant le peu de précisions en réponse à nos interrogations, **FORCE OUVRIÈRE** a demandé plus d'éclaircissement sur l'agenda, la réponse a été plus que vague : dans les semaines qui viennent !

Au final, pas de réponses précises, de **vraies inquiétudes quant au sort de la Sécurité sociale**. Car pour **FORCE OUVRIÈRE** alléger le coût du travail c'est aussi ouvrir le front de la Sécurité sociale.

Nous serons plus que vigilants à toutes les annonces et décisions qui seront prises. Des rendez-vous sont d'ores et déjà pris ou envisagés avec les Ministres concernés.

Ce sera pour **FORCE OUVRIÈRE** l'occasion de réitérer ses positions.

Le 1^{er} mai sera aussi l'occasion pour notre organisation d'exprimer nos positions contre le pacte d'austérité et pour la défense de la Sécurité sociale, structure éventuelle de solidarité. »
